

DISCOURS DU HEF DE L'ETAT FAURE GNASSINGBE LORS DU FORUM DE
HAUT NIVEAU SUR L'ENERGIE MONDIALE DUBAI, 22-24 OCTOBRE 2012

Votre Altesse Cheikh Mohammed Bin Rashid Al Maktoum , Président de la République des Emirats Arabes Unis

Monsieur le Vice-président et Premier Ministre des Emirats Arabes Unis et Souverain de Dubaï

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs

Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires au développement

Honorables invités

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais avant tout remercier le peuple et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis pour l'accueil chaleureux et les facilités entreprises pour rendre notre séjour agréable dans votre belle et charmante ville de Dubaï à la faveur du présent forum d'échanges sur la problématique des énergies durables.

Je voudrais également exprimer ma gratitude aux dirigeants Emiratis pour leur ferme engagement et pour l'instauration d'un système énergétique mondial et durable.

Je voudrais surtout féliciter l'Organisation des Nations Unies pour avoir désigné 2012, « **Année internationale de l'énergie durable pour tous** », donnant ainsi le la pour un engagement plus accru des uns et des autres en faveur de la promotion de l'accès universel aux services énergétiques de base.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

L'édification des sociétés modernes telles que nous les connaissons aujourd'hui et l'émergence de nouvelles nations industrialisées ne se sont pas faites sans des conséquences dommageables pour l'environnement.

Les suites des catastrophes naturelles sur les installations énergétiques en disent long sur le sujet. Ces événements devront, plus que jamais, nous interpeller, notamment à être très attentif au volet sécuritaire, en matière d'approvisionnement en ressources énergétiques, facteur essentiel de progrès industriels et de développement.

.

En effet, les nouveaux défis liés à la sécurité énergétique, à la préservation de l'environnement, à la lutte contre la pauvreté affectent considérablement l'approvisionnement en énergie au niveau mondial et exigent des mutations urgentes vers la recherche de solutions durables.

Nous voudrions saisir cette opportunité pour exhorter les dirigeants du monde, les gouvernements et les institutions du secteur privé, rassemblés dans le cadre des Nations Unies à faire face collectivement aux défis énergétiques de ce 21^e siècle, qui ne peuvent être relevés sans accorder une place de choix aux énergies renouvelables et à la définition de politiques énergétiques, tout en tenant compte d'un mix énergétique plus diversifié à l'échelle mondiale.

Le choix de placer le présent forum sous la thématique de l'énergie pour tous, est bien judicieux et je voudrais m'en féliciter. Il nous permet, dans un monde où les besoins énergétiques deviennent de plus en plus croissants, de rechercher collectivement les solutions qui permettent de répondre autant aux préoccupations de l'industrie que des populations qui ont un accès difficile à l'énergie pour conduire leurs activités.

En effet, plus de deux millions de personnes vivent actuellement dans le monde sans accès à l'énergie.

L'Afrique pour sa part est dotée d'importantes ressources en énergies renouvelables et beaucoup d'entre elles ont été diffusées avec des taux de réussite variables. Ce, en dépit des potentiels d'hydraulique, de géothermie, de biomasse, de solaire et d'éolien très importants dont dispose le continent.

Ces vastes potentiels sont encore largement inexploités. Un certain nombre de technologies d'énergies renouvelables peuvent couvrir une partie des besoins en énergie des pays africains tout en apportant des avantages supplémentaires.

La modularité des technologies en énergies renouvelables se présentent comme mieux adaptées aux contraintes d'investissement de nombreux Etats d'Afrique/ Pays en développement et peuvent permettre de réduire les coûteuses importations de combustibles fossiles.

Ainsi, les technologies en énergies renouvelables, mieux agencées avec les technologies en énergies fossiles, peuvent apporter une contribution significative et jouer un rôle d'importance croissante dans l'amélioration de la sécurité énergétique et de l'accès à des services énergétiques modernes pour tous, tout en renforçant le développement du secteur de l'industrie.

Le contexte géographique de mon pays, le Togo, constitue un cadre favorable à la mise en œuvre d'installations en énergies alternatives en ce qui concerne l'hydroélectricité, le solaire, l'éolien, les biocarburants, notamment.

Car pour nous l'accès à l'énergie pour nos populations est une priorité nationale.

C'est pourquoi le Togo se félicite des travaux de l'Agence Internationale pour les Energies Renouvelables (IRENA), et croit en sa capacité à mobiliser des partenaires à soutenir les pays en développement pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, à travers l'accélération de l'accès à l'énergie, la création d'emplois, la promotion de la sécurité énergétique et de réduction des gaz à effet de serre.

Pour nous, l'IRENA est au cœur des Energies renouvelables. C'est pourquoi mon pays a ratifié les statuts de cette organisation qui peut jouer un rôle de levier de construction de partenariats gagnants-gagnants entre pays développés et nations en développement.

Mesdames et Messieurs,

Le Togo met en place une politique énergétique nationale qui accorde une large place à la promotion des énergies renouvelables.

Naturellement, le Togo inscrit son action, en conformité avec la réglementation régionale et internationale, sur nos réalités nationales, notamment dans le cadre du livre blanc de la CEDEAO sur « l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement », adopté à Niamey le 12 janvier 2006.

Nous voulons tirer avantage des opportunités offertes par le secteur des énergies renouvelables en leur donnant une place substantielle dans le bilan énergétique national et surtout dans la mobilisation des ressources et de la création d'activités économiques.

Après avoir traversé plusieurs années de crise énergétique, le Togo a mis en place une centrale électrique d'une puissance de 100 MW afin de répondre aux besoins immédiats des populations Togolaise. Dans les années à venir, les besoins énergétiques du pays vont s'accroître. Dans cet esprit, mon gouvernement entend encourager une politique de mix-énergétique qui va tenir compte de son potentiel en termes d'énergies renouvelables.

Dans cette phase de mise en œuvre de sa politique en énergies renouvelables, et après avoir renoué avec la croissance économique, le Togo entend collaborer étroitement avec tous les partenaires afin de consolider cette reprise économique.

Le Togo entend fixer un objectif ambitieux de 20% d'énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2020.

Il est de plus en plus clair que des investissements dans les énergies renouvelables peuvent contribuer à améliorer les services énergétiques pour la plus grande partie des populations, particulièrement les plus pauvres.

Ces investissements offrent la possibilité de fournir des services énergétiques à des coûts compétitifs à des populations rurales isolées, à l'écart du réseau électrique, ainsi qu'un potentiel significatif de créations d'emplois et d'entreprises liées aux énergies renouvelables et aux initiatives d'efficacité énergétique.

C'est pourquoi, le Togo encourage le forum à approfondir les réflexions sur l'amélioration des modes de financement existants, et à rechercher de nouvelles pistes de financements innovants pour un développement à faible émission carbone, sans ignorer par exemple la taxe sur les transactions financières, la taxe sur les billets d'avion selon le mécanisme pollueur-payeur, la taxe sur le transport maritime, l'élimination progressive des subventions aux énergies fossiles et leur redirection vers les énergies renouvelables.

Compte tenu de l'ampleur de la crise de l'énergie, nos gouvernements doivent plus que jamais définir des politiques et rechercher des mesures conséquentes.

Aujourd'hui, de nouveaux défis, au niveau mondial, sont apparus et affectent de façon substantielle l'approvisionnement en quantité et en qualité l'énergie indispensable aux besoins de la population. Ces défis liés à la sécurité énergétique, à la lutte contre les changements climatiques et à la lutte contre la pauvreté exigent des changements immédiats dans la structure énergétique ainsi que la transition vers un système énergétique viable orienté vers les énergies renouvelables.

Au plan régional ouest africain, la situation se dégrade de plus en plus par l'insuffisance d'énergie capable de faire fonctionner la machine économique et cela a pour conséquence la détérioration de nos économies nationales. Pour résoudre ces graves problèmes énergétiques que traverse la Région, il convient d'établir des programmes bien conçus en vue d'accroître l'efficacité des modes d'utilisation de l'énergie, de développer les ressources énergétiques et de mobiliser les ressources techniques et financières nécessaires dans le cadre d'une planification générale du secteur énergétique. C'est pourquoi, le Gouvernement Togolais a fait du secteur énergétique une de ses priorités dans son programme de développement en vue de faire face à l'amélioration des conditions de vie des populations par l'accès de celles-ci aux services énergétique et lutter contre la pauvreté et préserver l'environnement pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Les problèmes énergétiques se posent avec plus d'acuité au sein de notre Communauté que partout ailleurs. Ce qui d'ailleurs avait poussé certains analystes à se demander si cette richesse énergétique ne serait pas une malédiction tant elle n'épargne pas notre Communauté des besoins énergétiques et ne participe pas non plus à son décollage économique.

Aujourd'hui, il est donc impérieux d'être aux antipodes de cette analyse et de prouver à toute la Communauté Internationale que l'énergie dont dispose la Région de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) doit être le moteur de son développement.

Les problèmes qui minent le secteur sont nombreux et se trouvent à toutes les échelles et à tous les niveaux. Seule une action synergique, concertée et courageuse conduira la Communauté à s'affranchir de ses obstacles majeurs.

Je juge surabondant de passer en revue les grandes potentialités et les immenses ressources énergétiques dont nos Etats sont pourvus.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Ainsi, au plan national, le Togo ne disposant pas de ressources énergétiques conventionnelles propres permettant de satisfaire la demande en énergie, les énergies renouvelables pourraient contribuer de façon significative à la fourniture d'énergie à même de répondre, dans le moyen et le long terme, aux besoins du pays, des populations et des entreprises, tout en prenant en compte les critères de fiabilité et de moindre coût.

Notre pays étant doté en ressources énergétiques renouvelables (solaire, biomasse, hydraulique, vent, etc.), il est souhaitable que nos partenaires technique et financier volent à nos côtés pour exploiter les immenses richesses et besoins de nos populations en quête du mieux être.

D'or et déjà, le Togo conscient de sa dépendance quasi-totale en matière d'énergie électrique, est porteur de projets prioritaires axés sur le renforcement du parc de production énergétique à partir des énergies renouvelables ; l'alimentation solaire des établissements scolaires et la vulgarisation des TIC en zone rurale, la construction de lignes haute tension de transport d'énergie ; l'électrification du pays en direction du monde rural.

A cet égard, il apparaît impérieux de recourir à un cadre cohérent et fonctionnel que peut incarner l'économie verte dans le but d'améliorer le bien-être de l'humanité et l'équité

sociale, tout en réduisant de manière considérable les risques environnementaux et les pénuries de ressources.

Nous exhortons le forum à réfléchir aux **solutions** face aux difficultés de mobilisation du financement à grande échelle pour l'économie verte ; à réfléchir aux opportunités de financement existantes et émergentes dans l'économie verte, générer une nouvelle dynamique, celle qui nous permettra d'apporter collectivement des réponses concertées et audacieuses aux besoins énergétiques de nos populations.

Nous croyons aux résultats du forum articulé autour des tables rondes et de thématiques appropriées, qui permettront d'échanger avec des experts et de comprendre les enjeux actuels du développement des énergies renouvelables et de leur acceptabilité sociale.

Vive la coopération Internationale

Vive l'Agence Internationale pour les Energies Renouvelables,

Je vous remercie